l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 11/10/2021

Notre temps de vivre, contre leur course aux profits

Les politiciens de tous bords défilent et rivalisent, d'un côté à qui sera le plus à droite et le plus abject dans le nationalisme et le racisme, de l'autre à qui sera le plus écolo et faiseur de promesses sans lendemain, tous pour défendre l'« industrie nationale », c'est-à-dire le monde du patronat, dont les multinationales françaises et leurs sous-traitants.

C'est pourtant leur politique de course aux profits qui est responsable de la vraie insécurité dans laquelle nous vivons : salaires et emplois précaires. Une politique qui se solde aujourd'hui par 8,9 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un nombre qui augmente.

Travailler plus pour gagner moins ?

Pour augmenter ses profits, le patronat a trois moyens bien rodés : faire travailler plus longtemps, faire travailler de façon plus intense, payer moins de salaire… ou les trois panachés. Dans tous les cas, c'est une dégradation de nos conditions de travail et de vie.

En n'augmentant le Smic que du minimum réglementaire, le gouvernement vient d'encourager les patrons à ne pas augmenter les salaires. Pourtant l'inflation se met à galoper en particulier avec les hausses du coût de l'énergie. Pourtant beaucoup d'entre nous n'ont pas vu leur salaire augmenter depuis dix ans.

Et une nouvelle offensive contre les salaires se dessine, par le biais d'un vol sur le temps de travail. Si les bus urbains Transdev d'un certain nombre de villes sont à l'arrêt, c'est qu'une grève s'y développe depuis début septembre. La colère a éclaté contre une arnaque patronale brutale : ne plus considérer comme du temps de travail, payé comme tel, des temps de pause ou des coupures liées à l'activité – pendant lesquelles pourtant les chauffeurs restent en charge de leur bus et de leurs responsabilités professionnelles. Donc ne plus les payer, ou les sous-payer, avec à la clé des pertes de 400 à 500 euros mensuels et des allongements d'amplitude de travail. Comme si un vendeur ou une vendeuse n'étaient plus payés le temps passé dans le magasin, mais le temps strict passé à vendre un jean. On en reviendrait à un genre de travail aux pièces ?

Pas un cas isolé

Voilà pourquoi des bus de Transdev ne roulent plus. Voilà pourquoi – les même causes produisant les mêmes effets – d'autres grèves ont éclaté : celle des éboueurs de Marseille ; celle de travailleuses et travailleurs de Bergams à Grigny (91), fabricant de sandwichs et plats cuisinés pour Air France et Starbucks, où un « accord de performance collective » (APC, une arme offerte par Macron en 2017) a entraîné une baisse de salaire d'au moins 200 euros. Chez Renault aussi, un nouvel accord dit « de compétitivité » ferait sauter le paiement de pauses journalières…

Dans les transports urbains, où la grève s'étend, les patrons ne sont pas de petits grigous mais de gros prédateurs. Trois géants se partagent le marché des transports routiers urbains : Transdev (Caisse des dépôts), Keolis (SNCF) et RATP-Dev, tous les trois à capitaux majoritairement publics. Et leur offensive a pour prétexte l'« ouverture à la concurrence » dans le secteur, avec de nouveaux appels d'offres par lesquels les patrons voudraient faire accepter aux syndicats les pires conditions. Ce qui est sur rail aussi à la SNCF.

Sixième semaine de grève à Transdev

Paroles de grévistes : *« On est en 2021 : on devrait moins travailler qu'avant ! Mais on travaille plus et on gagne moins. »* Les grévistes de Transdev demandent des journées de huit heures maximum. Une revendication déjà portée il y a plus d'un siècle, en… 1886, par le mouvement ouvrier en plein essor. *« On a l'impression que c'est le capitalisme qui vient mettre ses griffes et nous prendre le plaisir de vivre. »* Dans leur lutte, les grévistes de Transdev reprennent le temps que les patrons leur volent, et construisent le rapport de force capable d'imposer à ces derniers une diminution du temps de travail. Ils n'attendent pas 2022 pour faire de la politique : ils élaborent ensemble ce que devrait être leur travail mais aussi leur vie.

Et si nous toutes et tous, tous ensemble, on montait dans ce bus-là ?

Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes

La direction, dans son compte rendu de la cellule de veille, nous informe que douze personnes restent suspendues et qu'il manque quinze postes d'IDE sur le CHN. Sans parler des postes médicaux et de ceux des aides-soignantes.

Elle nous informe que les agents suspendus ne peuvent être remplacés, car les postes ne sont pas considérés comme vacants. Ce qui ne l'empêche pas de prétendre que la situation est « stabilisée ».

On voit que ce n'est pas elle qui travaille dans les services.

Un geste de solidarité

Les syndicats SUD et CGT ont lancé une pétition contre les suspensions décidées par le gouvernement. Si nous sommes pour la vaccination, on ne peut cependant pas accepter que des collègues soient privées de leur moyen de vivre. Et puis, s'il faut sanctionner ceux qui mettent à mal l'hôpital, commençons par ceux qui nous ont dirigés ces dernières années et ceux qui appliquent ces décisions.

Alors n'hésitons pas à signer cette pétition.

Les assises de la psychiatrie… une vaste fumisterie

Alors que tous les gouvernements successifs ont restreint les budgets des hôpitaux psychiatriques, fermé un lit sur deux, Macron fait mine de s'inquiéter de l'état de la psychiatrie en France. Certes il a accepté de rembourser une partie de consultations des psychologues qui exercent en libéral, mais pour l'hôpital, rien.

Il manque des médecins, du personnel soignant, des lits et des moyens financiers alors que les besoins ne cessent d'augmenter. Les « beaux discours » de Macron ne sont que poudre aux yeux et ne peuvent cacher sa responsabilité dans la dégradation du service public de soin en psychiatrie.

Histoire de vases communicants

La direction met en place des groupes de travail sur « l'accueil des nouveaux arrivants » ou « l'attractivité du CHN ». On n'a jamais vu autant de réflexion sur la contention, la qualité des soins, la déontologie.

Il est vrai que les salaires sont bloqués, qu'il manque du personnel, que de ce fait les conditions de travail se dégradent et que les soins en pâtissent et comme si cela ne suffisait pas la direction supprime les temps partiels.

Les groupes se multiplient à mesure que les moyens diminuent.

Les mises en contention en augmentation

Durant les assises de la psychiatrie, il a été question du recours de plus en plus fréquent de la mise sous contention des patients. Ce sont des situations qui pourraient être évitées si le personnel n'était pas en nombre insuffisant.

D'ailleurs, sur le CHN la formation « mise en contention » devait à l'origine être couplée d'une formation sur la parole, ce qui n'est plus le cas et qui en dit long sur la dégradation des soins.

L'hôpital refoule

Au CMP du A, il n'y a plus suffisamment de médecins, et les psychologues ont des listes d'attente d'environ un an. Les infirmiers ne sont pas suffisamment nombreux pour compenser cette pénurie. Du coup, des patients qui ont besoin de soins seront orientés vers leur médecin généraliste.

« Y'a pas que le périnée qui craque ! »

Gros succès, le 7 octobre, de cette sixième journée de mobilisation des sages-femmes depuis le début de l'année et de leur manifestation nationale qui a rassemblé des milliers de personnes à Paris. Parmi les slogans, on pouvait aussi entendre et lire sur les pancartes : « Faut pas pousser » ou « Les sages-femmes se saignent – Stop à l'hémorragie ».

Leurs revendications sont connues et concernent tous les travailleurs : des embauches et des augmentations de salaire. Soutien aux sages-femmes en colère !

Sur le Paris-Roubaix, un homme vaut treize femmes !

La course cycliste Paris-Roubaix qui s'est déroulée il y a dix jours, a vu, pour la première fois, l'instauration d'une course réservée aux femmes. Et on s'est aperçu que le total des primes pour les hommes montait à 91 000 euros à se partager, soit treize fois plus que les gains réservés aux femmes (7 000 euros) ! Ce scandale n'est hélas pas une exception dans le sport : on se souvient qu'il a fallu des années de lutte aux footballeuses américaines pour obtenir, récemment, des contrats semblables à ceux des hommes en équipe nationale.

Décidément les combats à venir sont encore nombreux pour arracher l'égalité hommes-femmes.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/